

Le rôle déterminant du capital dans les résultats économiques des exploitations agricoles

Lucien Bourgeois¹

Le revenu des agriculteurs n'est pas aussi faible qu'on le dit. Cette idée reçue est liée à la façon dont les statistiques sont effectuées et à la non prise en compte du capital d'exploitation.

Le capital est un sujet tabou dans nos sociétés où 85 % de la population exerce une activité salariée. Les organisations agricoles ont cédé à la mode et cherchent souvent à faire des comparaisons entre les revenus agricoles et les salaires, considérant ainsi que le patrimoine est un fardeau obligé. Tout est contenu dans la phrase selon laquelle « *les agriculteurs doivent vivre pauvres pour mourir riches* ». Souvent organisés par grandes filières de production, on finirait par croire que l'élément déterminant du revenu agricole est le type de production réalisée avec des poncifs comme les « gros céréaliers » opposés aux « petits éleveurs ». Le monde agricole échapperait-il ainsi à la logique qui s'impose dans d'autres secteurs où l'on accorde un rôle essentiel au capital ? Cet article se propose de répondre à ces interrogations en s'appuyant en particulier sur les résultats du Réseau d'information comptable agricole (Rica) de 2021².

LE CAPITAL PAR EXPLOITATION NE CESSE D'AUGMENTER

Les chiffres sont impressionnants. En 40 ans, le nombre des agriculteurs a été divisé par quatre tandis que le montant des investissements est resté sensiblement le même, soit environ

¹ Lucien Bourgeois est économiste, membre de l'Académie d'agriculture. Cet article a été rédigé avec le concours d'Olivier Louveau, responsable du Réseau d'information comptable agricole (Rica) au Service statistique du ministère de l'Agriculture qui a mis à la disposition de l'auteur les statistiques comptables citées.

² <https://agreste.agriculture.gouv.fr/agreste-web/methodon/S-RICA/methodon/>

10,4 milliards d'euros (Md) en 2021. Les deux principaux postes sont le matériel pour 5,8 Md d'euros et les bâtiments pour 3,3 Md d'euros. Ces chiffres fluctuent selon les années mais restent stables sur le long terme. Cela signifie clairement que le capital par exploitation ne cesse d'augmenter. On le vérifie aisément grâce à une enquête de l'Insee sur le patrimoine des ménages³. Les ménages dont la personne de référence est un agriculteur actif ont désormais près de 800 000 euros nets d'emprunts en 2018. C'est le chiffre le plus élevé de toutes les catégories professionnelles en France. Une autre étude réalisée par le ministère de l'Agriculture, à partir de sources fiscales, corrobore cette constatation. Cette étude compare les revenus des agriculteurs à ceux des entrepreneurs individuels des autres secteurs⁴. Là encore, le résultat est un peu contre-intuitif en faisant apparaître que les agriculteurs sont ceux qui dégagent l'excédent brut d'exploitation le plus important mais ils sont aussi ceux qui en affectent la plus grande partie pour les investissements.

Revenu et capital par secteur d'activité (en euros)

	Revenu brut (Excédent brut d'exploitation)	Capitaux propres	
			Durée d'EBE
Agriculture	41 548	157 335	3 ans et 9 mois
Garagistes	30 740	68 110	2 ans et 2 mois
Hôtels, restaurants	29 043	63 889	2 ans et deux mois
Routiers	31 150	66 880	2 ans et 1 mois
Maçons	37 100	49 950	1 an et 4 mois
Coiffure et esthétique	20 764	25 389	1 an et 2 mois
Commerces de détail	22 210	26 460	1 an et 2 mois

Sources : Insee, Fare, AGRFIN (2018)

DES STATISTIQUES PEU PORTÉES SUR LA RÉALITÉ ÉCONOMIQUE DES ENTREPRISES

On a la chance en France comme dans toute l'Union européenne de disposer d'un recensement particulier pour l'agriculture. Qui plus est, les recensements sont effectués

³ Revenus et patrimoine des ménages. Edition 2021, page 15.

⁴ Revenu brut des indépendants plus important que dans les autres secteurs.

tous les dix ans. Le dernier date de 2020. On en déduit trop vite que nous connaissons parfaitement les acteurs économiques de ce secteur. En fait, ce n'est pas le cas : les statisticiens refusent d'inclure dans leurs questionnaires des éléments économiques en raison du côté intrusif des questions. Ils se contentent donc des aspects physiques de l'activité : le nombre d'hectares ou d'animaux, le temps de travail ou l'âge des acteurs concernés.

Pour permettre les comparaisons dans le temps, les critères d'activité n'ont pas changé depuis soixante ans. Or, il suffit d'avoir une vache ou cinq brebis pour faire partie de ce qu'on appelle improprement des exploitations agricoles. Les statisticiens recensent tous ceux qui ont une activité agricole à la seule exception des jardins familiaux. Tout se passe comme si on recensait les hôteliers en France en incluant dans cette catégorie sociale tous ceux qui louent une chambre de service ou leur maison pendant qu'ils sont en vacances. Nul doute qu'une grande partie de ces « hôteliers » ainsi définis auraient besoin d'autres activités professionnelles pour avoir un revenu décent.

Reprenons les chiffres annoncés par le recensement agricole de 2020. Il y avait 389 000 exploitations agricoles. L'Insee estime que le taux de diminution annuel est de 1,8 %. Cela signifierait qu'il en restait 382 000 en 2021. Or, le Rica de 2021 ne comptabilise que 282 000 exploitations ayant une production brute supérieure à 25 000 euros. Cela signifie *a contrario* que 100 000 des exploitations recensées passent sous les radars du Rica car elles ont une production trop faible (moins de 2 % de la production brute totale). On estime que leur production moyenne est de 8 700 euros par an ce qui laisserait un revenu brut de 2 000 euros annuels.

LES STATISTICIENS
REFUSENT D'INCLURE
DANS LEURS
QUESTIONNAIRES
DES ÉLÉMENTS
ÉCONOMIQUES

LE RECENSEMENT COLLATIONNE PLUS D'EXPLOITATIONS QU'IL N'EN EXISTE

Par ailleurs, les enquêteurs du recensement ne posent pas de questions sur le chiffre d'affaires comme cela se fait depuis des décennies aux États-Unis. Cela ne facilite pas la connaissance de la réalité économique. De plus, le recensement s'intéresse aux exploitations plus qu'aux chefs d'entreprise. Il y a en effet des acteurs économiques qui sont à la tête de plusieurs entités : Société civile d'exploitation agricole, Groupement foncier agricole ou Société à responsabilité limitée...

Dans les exploitations du Rica, le chiffre d'affaires moyen est de 237 000 euros en 2021. Mais pour l'obtenir, il faut presque

deux fois plus de capitaux permanents, soit 446 000 euros. Il ne s'agit pas que d'emprunts auprès d'une banque. Ceux-ci représentent environ un tiers du total, soit 145 000 euros. L'essentiel des capitaux sont des capitaux propres soit 300 000 euros en moyenne en 2021. Si l'on rapporte ces capitaux à un excédent brut exploitation de 96 000 euros ou aux prélèvements privés de 42 000 euros toujours en 2021, il est clair que l'activité agricole nécessite beaucoup de capitaux et en particulier des capitaux propres. On comprend mieux pourquoi il est particulièrement difficile de s'installer s'il n'y a pas la possibilité d'entrer dans une forme sociétaire ou si l'on ne bénéficie pas d'apports familiaux importants.

Trop souvent, la tentation est grande de vouloir comparer des résultats des entreprises que sont les exploitations agricoles à des salaires. Pour ce faire, on utilise le résultat courant avant impôts (RCAI). Mais en procédant ainsi, on passe sous silence la progression des capitaux propres et la constitution du patrimoine. Le meilleur indicateur économique est, comme pour toutes les entreprises, l'excédent brut d'exploitation (EBE) qui permet de financer les nouveaux investissements et les prélèvements pour les besoins de consommation du ménage.

UN REVENU AGRICOLE SOUS-ESTIMÉ

Les durées d'amortissement comptables et fiscales des actifs immobilisés (matériels et bâtiments), souvent plus courtes que celles de leur dépréciation réelle, ont une incidence sur les indicateurs de revenus. Le résultat courant avant impôts ne prend pas en compte les plus ou moins-values sur les reventes de matériels. Or, il se trouve que ces plus-values sont structurelles et atteignent en moyenne 5 600 euros en 2021. Quand on y ajoute un certain nombre d'autres éléments de ce type, on observe une sous-estimation de 7 700 euros en moyenne du « revenu ». Comme ces plus-values sont structurelles, il serait plus logique de s'intéresser au « résultat de l'exercice » qui les intègre. Pour les 10 % des sociétés qui ont le plus gros chiffre d'affaires, la sous-estimation de revenu atteint 19 000 euros en 2021.

Enfin, un autre élément contribue, de plus en plus, à la sous-estimation des revenus réels : le fermage dans les sociétés. Celles-ci réalisent environ les trois quarts du chiffre d'affaires de l'agriculture française. Or, les comptables conseillent aux sociétés de sortir les terres de leur bilan pour les affecter au patrimoine privé de leurs détenteurs. En conséquence, les associés des sociétés louent en tant que ménages leurs terres à leur société.

Cela n'a pas d'effet pour les personnes concernées car le résultat passe de l'entreprise au ménage. Mais le résultat agricole est minoré pour les sociétés concernées. Il y a environ quatre millions d'hectares de fermages payés à soi-même. Cela représente 26 ha par société soit environ 4 000 euros.

UNE GRANDE VARIABILITÉ DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES SELON LES OTEX

Depuis de très nombreuses années, les aléas climatiques ont influé sur l'état des récoltes. Il est logique qu'au fur et à mesure de la spécialisation progressive des exploitations, les filières de produits aient pris une grande importance dans les préoccupations professionnelles. Les instituts techniques et les organisations professionnelles ont donc polarisé l'attention sur les produits et les systèmes de production qui les accompagnaient. Cela explique la forte demande pour connaître les résultats économiques par orientation technique de l'exploitation (Otex). Chaque année, on observe un certain nombre de disparités bien documentées dans les rapports sur les résultats du Rica.

En 2021, les excédents bruts d'exploitations varient de 55 000 euros pour les exploitations spécialisées en bovins viande ou 62 000 euros pour celles spécialisées dans d'autres herbivores à 107 000 euros pour les exploitations spécialisées en grandes cultures et même 121 000 euros pour les exploitations spécialisées en bovins lait. Les écarts sont plus visibles sur les subventions qui sont inférieures à 10 000 euros pour le maraîchage et à 17 000 euros pour les exploitations viticoles alors qu'elles atteignent 33 000 euros pour les exploitations de grandes cultures et même 56 000 euros pour celles spécialisées en bovins mixtes.

Ce sont les producteurs de grandes cultures qui ont le résultat de l'exercice le plus élevé en 2021 avec 84 000 euros et ce sont les éleveurs de bovins viande qui ont le résultat le plus faible avec 33 000 euros, soit un écart de 1 à 2,5. Dans la majorité des Otex, les capitaux propres sont deux fois plus importants que les emprunts sauf pour les producteurs hors sol pour lesquels les emprunts sont 45 % plus élevés que les fonds propres.

On voit ainsi apparaître un certain nombre de disparités de revenus entre Otex. Cela cache un problème de taille d'entreprise. Il est évident, par exemple, que les exploitants qui disposent de centaines d'hectares de terres labourables de qualité ne vont pas se mettre à faire du maraîchage ou de l'élevage d'herbivores. Chacun se doute bien aussi qu'un producteur laitier avec 15 vaches en montagne ne puisse pas

LES CAPITAUX PROPRES
SONT DEUX FOIS PLUS
IMPORTANTES QUE LES
EMPRUNTS SAUF POUR
LES PRODUCTEURS
HORS SOL

obtenir un revenu comparable à celui d'un producteur de plaine avec un troupeau de 150 vaches. Il y a plus de disparités à l'intérieur d'une même Otex qu'entre les Otex. Il est légitime de penser que pour l'étude des coûts de production unitaires, la différenciation entre Otex soit pertinente en particulier pour les industriels qui achètent les produits agricoles. Mais pour les résultats économiques, rien ne justifie l'emploi de ces catégories pour expliquer les différences de revenus.

Résultats économiques par Otex (en euros)

Orientation technique (Otex)	Chiffre d'affaires	Subventions d'exploita-tion	Excédent brut d'exploita-tion	Résultat de l'exercice	Capitaux propres (net)	Capitaux permanents
Grandes cultures	223 507	33 311	107 396	84 174	272 413	389 766
Maraîchage & horticulture	343 640	9 351	92 915	66 260	145 688	258 417
Viticulture	236 351	17 119	96 648	70 532	483 367	609 974
Fruits	213 863	34 518	92 330	68 654	254 902	347 560
Bovins lait	291 286	40 007	121 963	75 358	303 280	545 226
Bovins viande	98 927	51 509	55 049	33 206	291 618	385 720
Bovins mixte	249 732	56 394	109 700	66 650	400 470	592 725
Autres herbivores	116 862	48 431	62 139	39 788	201 861	300 358
Hors sol	496 459	24 970	102 501	53 915	189 499	464 872
Polyculture Polyélevage	258 452	40 720	102 871	70 336	285 841	441 342

Source : Rica

LES DISPARITÉS S'EXPLIQUENT PAR LA TAILLE ÉCONOMIQUE DES EXPLOITATIONS

Il aurait été étonnant qu'il n'en soit pas ainsi pour le seul secteur agricole. Nous sommes dans une économie où la détention du capital explique une part importante des résultats. Nous avons donc réparti les exploitations en fonction de leur chiffre d'affaires par déciles. Le chiffre d'affaires n'est pas le revenu. Mais quand nous rapprochons l'EBE du chiffre d'affaires, nous constatons que l'EBE est égal en moyenne à 40 % du chiffre d'affaires. Seule la classe des 10% qui a le plus faible chiffre d'affaires fait exception avec 25 % seulement.

Mais surtout, la disparité semble beaucoup plus réaliste pour les valeurs de l'EBE par exploitation. En 2021, la moyenne est de 96 000 euros. Mais, entre les extrêmes, ces valeurs

vont de 10 000 euros pour la première classe à 280 000 euros pour la dixième, soit un écart plus de dix fois supérieur à celui qu'on observe entre Otex. Même si on tient compte du fait que les plus grandes exploitations se partagent cet excédent avec un nombre supérieur de non-salariés, l'écart va de 1 à 13. La différenciation par décile de chiffre d'affaires s'avère donc très pertinente pour étudier les disparités de revenus.

Il en est de même pour le résultat de l'exercice qui évolue de 3 300 euros pour le premier décile à 201 000 euros pour la dixième soit un écart de 1 à 60 avec une valeur moyenne de 66 000 euros. L'écart est plus réduit si l'on tient compte du nombre de non-salariés mais il reste de 1 à 15.

Résultats des exploitations selon le décile de chiffre d'affaires

Déciles de produits courants	Moyenne	Classe 01	Classe 05	Classe 10
Effectif	282 183	28 242	28 277	28 193
Indicateur		en euros par exploitation		
Chiffre d'affaires	237 419	39 183	139 052	838 901
Subventions d'exploitation reçues	34 846	14 708	30 535	58 444
Excédent brut d'exploitation	96 119	9 785	62 488	291 374
Résultat courant avant impôt (RCAI)	58 777	2 001	37 837	181 635
Résultat de l'exercice	66 495	3 308	42 801	201 257
Prélèvements privés	42 093	7 881	27 237	122 910
Capitaux propres (net)	300 900	134 553	238 714	719 751
Emprunts à long, moyen terme	144 857	18 539	82 313	512 988
Capitaux permanents	445 756	153 091	321 026	1 232 739

Les subventions, principalement les aides directes à l'hectare ou à l'animal dans le cadre de la Pac, sont de 14 700 euros dans les 10 % des exploitations les plus petites et de 58 000 euros pour les plus 10 % les plus grandes. Elles représentent 38 % du chiffre d'affaires des petits contre seulement 7 % pour les grandes.

La distribution des capitaux propres est parfaitement conforme aux classes de chiffre d'affaires. Les exploitations françaises avaient en 2021 des capitaux propres de 300 000 euros en moyenne et les valeurs extrêmes par déciles vont de 134 000 euros à 720 000 euros, soit un écart de 1 à 5. Rapporté au nombre des non-salariés, l'écart est réduit à 5 avec des valeurs extrêmes de 159 000 et 467 000 euros et

une valeur moyenne de 240 000 euros. Plus les capitaux propres sont importants, plus facile est l'accès aux emprunts. La distribution des capitaux permanents est logique avec celle des capitaux propres. La moyenne est de 445 000 euros par exploitation avec des valeurs extrêmes qui vont de 153 000 euros pour le premier décile à 1 233 000 euros pour le dixième décile. Cet écart de 1 à 8 se réduit de moitié quand on le rapporte au nombre des non-salariés. Avec une valeur moyenne de 347 000 euros par Unité de travail agricole non salarié (Utans), les valeurs extrêmes vont de 177 000 euros 776 000 euros en 2021.

Résultats économiques par Unité de travail agricole non salarié selon le décile de chiffre d'affaires

Classes de produits courants	Moyenne	Classe 01	Classe 05	Classe 10
Indicateur	en euros par Utans			
Chiffre d'affaires	180 712	59 762	126 695	540 765
Subventions d'exploitation reçues	26 532	14 562	26 336	32 828
Excédent brut d'exploitation	71 307	13 125	55 581	177 774
Résultat courant avant impôt (RCAI)	43 706	6 223	33 438	111 146
Résultat de l'exercice	49 589	7 914	37 601	123 755
Prélèvements privés	30 496	12 656	23 087	74 721
Capitaux propres (net)	241 839	158 844	217 921	467 327
Emprunts à long, moyen terme	105 043	18 462	71 778	308 265
Capitaux permanents	346 882	177 306	289 699	775 592

OSER LA TRANSPARENCE SUR LES REVENUS ET LE PATRIMOINE DES AGRICULTEURS

La transparence sur les revenus et celle sur le patrimoine ne font pas partie de la culture française. Mais c'est encore pire dans le secteur agricole où le misérabilisme est la règle. Il serait possible d'améliorer les statistiques actuellement disponibles pour mieux appréhender une réalité pas toujours noire comme le prouvent les résultats de ces deux dernières années.

Il nous semblait étrange que les débats sur les inégalités de revenus se portent essentiellement sur la spécialisation technique des exploitations. Nous pensons avoir montré que comme dans tous les autres secteurs économiques, les résultats s'expliquent surtout par l'importance du chiffre d'affaires lui-même en relation avec l'importance des capitaux disponibles. La rapidité avec laquelle les exploitations agricoles se transforment en sociétés montre bien qu'il s'agit là d'un facteur essentiel aussi bien pour la conduite des exploitations que pour leur transmission. ■

Montants moyen et médian de patrimoine brut et net, selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage, début 2018 en euros

Catégorie socioprofessionnelle	Patrimoine en euros			
	Brut moyen	Brut médian	Net moyen	Net médian
Ensemble	276 000	163 100	239 900	117 000
Agriculteur	920 500	613 700	774 900	437 900
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	597 400	301 900	501 000	220 100
Profession libérale	768 800	515 300	644 700	385 100
Cadre	448 100	331 500	357 100	219 100
Profession intermédiaire	237 500	186 200	181 700	91 100
Employé	129 700	35 100	98 000	25 300
Ouvrier qualifié	135 600	89 000	101 700	37 500
Ouvrier non qualifié	86 600	14 600	69 500	12 300
Retraité ancien agriculteur	324 600	190 200	318 000	190 200
Retraité ancien artisan, commerçant, chef d'entreprise	466 900	279 900	458 400	270 800
Retraité ancien cadre ou prof. libérale	568 400	402 800	559 500	397 000
Retraité ancien autre salarié	201 000	147 600	197 500	144 600
Autre inactif n'ayant jamais travaillé	101 600	6 100	95 500	5 500

Source : Insee, enquête Histoire de vie et Patrimoine 2017-2018

Début 2018, les ménages dont la personne de référence est agriculteur détiennent en moyenne un patrimoine brut de 920 500 euros et un patrimoine net de 774 900 euros en déduisant les éventuels emprunts privés et/ou professionnels en cours. Par ailleurs, la moitié des ménages dont la personne de référence est agriculteur déclarent un patrimoine brut supérieur à 613 700 euros. En considérant le patrimoine net, la moitié de ce type de ménage déclarent un montant supérieur à 437 900 euros. Champ : ménages ordinaires résidant en France (hors Mayotte).